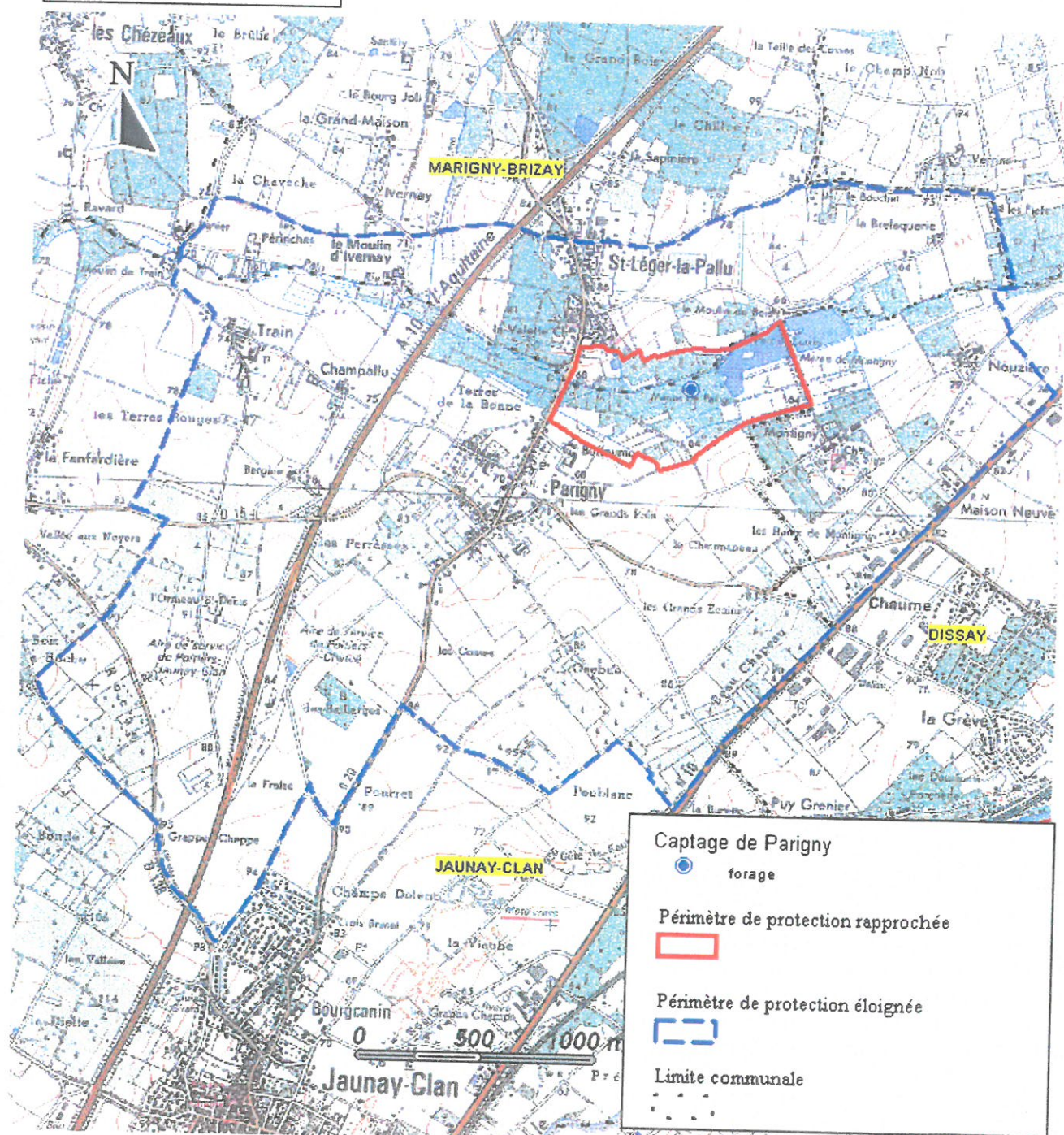




# Commune de Jaunay-Clan périmètres de protection du captage de Parigny

Maître d'ouvrage : MAIRIE de JAUNAY-CLAN

Gestionnaire : SIVEER



Réalisé par le service Santé-Environnement de la DDASS 86 (dec 99)

Arrêté préfectoral de DUP n° 2007/DDASS/SE/010 – forage de Parigny situé sur la commune de Jaunay-Clan







MINISTÈRE DU TRAVAIL,  
DES RELATIONS SOCIALES  
ET DE LA SOLIDARITÉ

MINISTÈRE DE LA SANTÉ  
DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES  
SANITAIRES ET SOCIALES DE LA VIENNE

SANTÉ-ENVIRONNEMENT

Affaire suivie par : JC PARNAUDEAU

Tél : 05 49 44 83 68

E-mail : [jean-claude.parnaudeau@sante.gouv.fr](mailto:jean-claude.parnaudeau@sante.gouv.fr)

Réf : 07JC115AEP107

POITIERS, le 23 octobre 2007

Monsieur le Maire  
72 ter, Grand' Rue  
86130 JAUNAY-CLAN

## BORDEREAU D'ENVOI

Nombre de pièces	OBJET
1	<p>Arrêté préfectoral du 18 octobre 2007 autorisant la commune de <b>JAUNAY-CLAN</b> à prélever des eaux souterraines destinées à la consommation humaine à partir du <b>forage de PARIGNY</b> situé sur le territoire de sa commune.</p> <p>Avec mes salutations distinguées,</p>

P/la Directrice,  
L'Ingénieur principal d'études sanitaires,

  
JC PARNAUDEAU

Copie : Mairie de Marigny-Brizay  
Police de l'eau (DDAF)  
SIVEER



PREFECTURE DE LA VIENNE

MINISTÈRE DE LA SANTÉ,  
DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES  
Service Santé-Environnement

ARRÊTÉ N° 2007/DDASS/SE/010

en date du 18 OCT. 2007

**Autorisant la commune de Jaunay-Clan à prélever des eaux souterraines destinées à la consommation humaine à partir du forage de *Parigny* situé sur le territoire de sa commune ,**

**et portant déclaration d'utilité publique des opérations et travaux relatifs :**

- à la dérivation de ces eaux souterraines ;
- à l'exploitation et à la distribution d'eau destinée à la consommation humaine ;
- à la mise en place des périmètres de protection.

-----  
**Le Préfet de la région "Poitou-Charentes", Préfet de la Vienne  
Chevalier de la légion d'honneur  
Officier de l'ordre national du mérite**  
-----

VU la loi constitutionnelle n° 2005-205 du 1<sup>er</sup> mars 2005 relative à la Charte de l'environnement ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.1311-1 à L.1311-4 ; L.1312-1 et L.1312-2 ; L.1321-1 à L.1321-10 ; L.1324-1 à L.1324-5 ; R.1312-1 à R.1312-7 ; R.1321-1 à R.1321-66 ;

VU le code de l'environnement, notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

VU le code minier et notamment l'article 131 ;

VU le code de l'urbanisme, notamment l'article R 126-1 ;

VU la directive 98/83/CE du conseil européen du 3 novembre 1998 relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine ;

VU la directive 2006/118/CE du parlement européen et du conseil du 12 décembre 2006 sur la protection des eaux souterraines contre la pollution et la détérioration ;

VU la loi n° 1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

- VU la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;
- VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation ou de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 précitée ;
- VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié, relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992, et notamment la rubrique 1.1.0 - 1° ;
- VU le décret n° 2003-868 du 11 septembre 2003 modifiant le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier sur l'eau ;
- VU le décret n° 2006-880 du 17 juillet 2006 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues aux articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement pour la protection de l'eau et des milieux aquatiques ;
- VU l'arrêté du 11 septembre 2003 modifié portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars modifié ;
- VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne (S.D.A.G.E.) adopté par le comité de bassin le 4 juillet 1996 ;
- VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de la demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R. 1321-6 à R. 1321-12 et R. 1321-42 du code de la santé publique ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 97/D2/B3/031 du 18 février 1997 portant réglementation des stockages de produits susceptibles d'être dangereux pour la santé, la salubrité publique et l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> juillet 2004 fixant les règles techniques et de sécurité applicables au stockage de produits pétroliers dans les lieux non visés par la législation des installations classées ni la réglementation des établissements recevant du public ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 85-D2/B3-168 en date du 24 juillet 1985 modifié portant constitution d'une commission départementale spécialisée pour la protection des captages ;
- VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique, de novembre 1995 modifié le 13 avril 1996 et complété en février 2000 ;
- VU le document d'incidences d'août 1996 ;
- VU l'avis de la commission des captages du 25 janvier 1996 ;
- VU le dossier présenté par le pétitionnaire ;
- VU la délibération de la commune de Jaunay-Clan en date du 28 mars 2003, demandant l'autorisation de dériver des eaux souterraines à partir du forage de Parigny (commune de Jaunay-Clan) avec l'engagement d'indemniser les usagers des dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été occasionnés, et demandant l'instauration de périmètres de protection de ce captage ;
- VU l'arrêté préfectoral n° 2007-D2/B3-087 du 2 mars 2007 prescrivant l'ouverture du 16 avril 2007 au 3 mai 2007, sur les communes de Jaunay-Clan et de Marigny-Brizay, des enquêtes conjointes ;

- préalable à la déclaration d'utilité publique en vue de :
  - la dérivation des eaux souterraines ;
  - l'exploitation et la distribution d'eau à usage des populations humaines ;
  - l'établissement des périmètres de protection et des servitudes afférentes ;
- parcellaire en vue de délimiter les terrains qui seront assujettis aux dites servitudes ;
- relative à la demande d'autorisation de prélèvement d'eau dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine, au titre de la loi sur l'eau.

VU le rapport et les conclusions du commissaire-enquêteur ;

VU l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en date du 20 septembre 2007 ;

**CONSIDERANT** que ce captage est déjà utilisé pour l'alimentation en eau potable et qu'il convient donc de régulariser sa situation administrative ;

**CONSIDERANT** que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune de Jaunay-Clan sont justifiés ;

**CONSIDERANT** que l'instauration des périmètres de protection permet d'assurer la sauvegarde de la qualité des eaux captées par l'ouvrage par rapport aux pollutions ponctuelles ou accidentelles ;

**SUR** proposition de madame la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

## A R R E T E

### Article 1<sup>er</sup>

Est autorisé le prélèvement des eaux souterraines à partir du forage de *Parigny* situé sur la commune de Jaunay-Clan ;

Sont déclarés d'utilité publique les opérations et travaux à entreprendre par la commune de Jaunay-Clan relatifs :

- au forage de "*Parigny*" ;
- à la distribution de ces eaux destinées à la consommation humaine ;
- à la création de périmètres de protection et l'institution des servitudes afférentes.

## SECTION I – DERIVATION DES EAUX

### Article 2

La commune de Jaunay-Clan est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines situées dans la nappe semi-captive du jurassique supérieur, par le forage de "*Parigny*" situé sur le territoire de la commune de Jaunay-Clan.

### Article 3

Le volume à prélever par pompage par la commune ne pourra pas excéder **160 m<sup>3</sup>/h** et **3200 m<sup>3</sup>/j**.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ces travaux, le pétitionnaire devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde des intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le préfet sur rapport du service chargé de la police de l'eau.

#### Article 4

Les dispositions prévues pour que les prélèvements ne puissent pas dépasser les débits et les volumes journaliers autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par le pétitionnaire à l'agrément du service chargé de la police de l'eau.

## SECTION II – PERIMETRES DE PROTECTION

#### Article 5

Il est établi des périmètres de protection dans les limites indiquées figurant sur les cartes jointes au dossier de déclaration d'utilité publique des travaux. La délimitation d'ensemble de ces périmètres est définie sur l'extrait de la carte annexée au présent arrêté.

Le plan parcellaire relatif au périmètre de protection rapprochée peut être consulté au siège du pétitionnaire et dans les mairies concernées.

### Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection

#### 5.1 – Périmètre de protection immédiate

Il concerne les parcelles n° 33 ; 35 et 36 de la section AH au lieu-dit *Les Marais de Parigny* sur la commune de Jaunay-Clan.

Le terrain qui doit être protégé contre le ruissellement des eaux extérieures est acquis en toute propriété par le pétitionnaire, clos par un grillage d'au moins deux mètres de hauteur et d'un portail d'accès équipé d'un dispositif de verrouillage.

L'accès est interdit à toute personne étrangère au service. Il ne sera fait aucun usage d'engrais ou produits phytosanitaires et le terrain sera régulièrement entretenu.

Tous dépôts et activités autres que ceux strictement nécessaires à la gestion du point d'eau y sont interdits.

Le tubage du forage doit être surélevé d'au moins 40 cm par rapport à sa base qui sera rendue étanche ou par rapport au niveau du sol.

La tête de l'ouvrage de captage protégée par un dispositif étanche doit être maintenue verrouillée en dehors des opérations de maintenance de l'ouvrage et de leurs équipements.

Sur une distance de 3 m au minimum autour du forage, le sol est rendu étanche en vue d'assurer une protection contre les infiltrations superficielles ; il doit présenter une pente vers l'extérieur.

#### 5.2 – Périmètre de protection rapprochée

Situé sur les communes de Jaunay-Clan et de Marigny-Brizay, il couvre une superficie de **40 hectares** environ.

Conformément à la réglementation, toutes les opérations normalement soumises à déclaration au titre de la loi sur l'eau seront soumises à autorisation dans le périmètre de protection rapprochée.

##### 5.2.1- Activités interdites :

- La création de forage captant la nappe de l'Oxfordien, du Dogger et/ou des alluvions, sauf pour les besoins de l'eau potable en substitution ou en complément avec le présent forage ;

- L'ouverture, l'extension et l'exploitation de carrières ou de gravières ;
- L'ouverture d'excavations autres que celles superficielles nécessaires à la réalisation de travaux temporaires liés à la construction et au passage des canalisations ;
- L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritiques, de produits radioactifs et de tous produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux ;
- L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux ;
- Les installations de stockage d'eaux usées industrielles ou de tous produits chimiques et organiques autres que les hydrocarbures liquides ou gazeux, les fumiers, les engrais, les phytosanitaires et les matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail ;
- L'épandage de lisiers, de boues de station d'épuration, de matières de vidange, de jus d'ensilage ou de toutes eaux usées d'origine agro-alimentaire ;
- L'établissement d'étables ou de stabulations libres ;
- Le déboisement en dehors des coupes d'entretien ;
- La création de nouveaux étangs et l'extension des étangs existants ;
- La création de nouveaux campings (même sauvage) et le stationnement de caravanes.

#### 5.2.2- Sont soumis à une réglementation spécifique :

Activités	Réglementation spécifique
<i>Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes.</i>	Le remblaiement devra être réalisé avec des matériaux inertes et non solubles, dans un délai de 2 ans maximum après la signature de cet arrêté préfectoral.
<i>L'établissement de toutes nouvelles constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.</i>	Le radier des constructions souterraines ne devra pas être situé à moins de 2 m du niveau des plus hautes eaux connues de la nappe superficielle (ce qui exclut la zone des marais).
<i>L'implantation d'ouvrages de transport d'eaux pluviales ou d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle qu'elles soient brutes ou épurées.</i>	Les ouvrages de transport d'eaux usées devront éviter autant que possible le périmètre de protection rapprochée. Si tel était le cas, ils devront être rigoureusement étanches et leur étanchéité contrôlée chaque année.
<i>Le stockage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques, ou de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à lutte contre les ennemis des cultures.</i>	Le stockage de toutes matières fermentescibles, fumier, produits fertilisants, phytosanitaires ou apparentés devra être strictement limité aux quantités annuelles nécessaires aux exploitations agricoles.
<i>Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail.</i>	Chaque installation sera disposée sur une aire bétonnée avec bac de récupération étanche dont la capacité sera au moins égale au volume des produits stockés. Elle devra être distante d'au moins 35 m de tout point d'eau ou fossé d'écoulement naturel.



<i>L'épandage et l'infiltration d'eaux usées d'origine domestique.</i>	Les activités d'épandage et d'infiltration des eaux usées domestiques sont autorisées seulement pour l'assainissement collectif des habitations de la partie basse du bourg de St-Léger-la-Pallu dont les dispositifs de traitement actuels (lagunage rustique) devront être contrôlés et renforcés après étude de filière et étude hydrogéologique et hydrobiologique de l'impact des rejets sur le marais et sur <i>la Pallu</i> . Ces dispositifs devront être conformes à la réglementation en vigueur et soumis à l'avis préalable d'un hydrogéologue agréé. Leur bon fonctionnement devra être vérifié au moins une fois par an. Les contrôles inclueront, outre les rejets d'eau traitée, l'analyse du milieu récepteur final ( <i>La Pallu</i> ).
<i>L'épandage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols, autres que les lisiers, boues de station d'épuration, matières de vidange, jus d'ensilage et de toutes eaux usées d'origine agro-alimentaire.</i>	Les épandages de produits fertilisants et de traitement des cultures devront être limités au strict besoin des plantes en se référant aux recommandations des organismes consulaires et professionnels, suivant le code des bonnes pratiques agricoles.
<i>L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures (produits phytosanitaires ou apparentés).</i>	
<i>L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail.</i>	Les abreuvoirs destinés au bétail sont autorisés s'ils sont superficiels ; en aucun cas, ils ne devront être enterrés. Les abris devront être installés sur une aire bétonnée.
<i>La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation.</i>	La construction et la modification de nouvelles voies de communication ne devront pas s'effectuer par creusement du terrain naturel et passage en déblai.
<i>L'infiltration d'eaux pluviales.</i>	En cas d'accident entraînant un déversement de produits polluants (hydrocarbures, produits chimiques) au niveau du CD 20 entre Parigny et St-Léger-la-Pallu, prévoir une récupération immédiate de ces produits, décaper les terrains imbibés et amener en décharge agréée ou en centre de traitement agréé les terres polluées. Un hydrogéologue agréé devra être consulté pour la poursuite de l'exploitation du captage.

### 5.2.3 Dérogations aux interdictions

A titre exceptionnel et pour des travaux d'intérêt général, des dérogations aux interdictions prévues à l'article 5.2.1 pourront être accordées par arrêté préfectoral pris après avis d'un hydrogéologue agréé et du Conseil Départemental de l'Environnement, des Risques Sanitaires et Technologiques.

L'arrêté devra être dûment motivé et fixer les prescriptions spécifiques nécessaires pour éviter tout risque de pollution.

### 5.3 – Périmètre de protection éloignée

Il s'étend sur les communes de Jaunay-Clan, de Marigny-Brizay et Dissay et couvre une superficie de **800 hectares** environ.

Aucune prescription spécifique n'est préconisée mais des contrôles renforcés doivent être engagés sur :

- la vérification des forages exploités concernant la protection de la tête et la cimentation supérieure des ouvrages ;
- la non communication des nappes du Cénomanien et de l'Oxfordien ;
- le rebouchage par cimentation des forages abandonnés ;
- la vérification du bon fonctionnement des dispositifs de traitement des eaux usées (lagunages des collectivités et stations d'épuration situées au bord de l'autoroute A10) ;
- le contrôle du stockage des hydrocarbures liquides.

## **Article 6**

Le pétitionnaire est autorisé à acquérir, soit à l'amiable pour tous les périmètres, soit par voie d'expropriation pour le périmètre de protection immédiate en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à la réalisation du projet.

## **Article 7**

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté sera passible des peines prévues par les codes de l'environnement et de la santé, sans préjudice des peines prévues par d'autres polices administratives (installations classées, police des eaux, ...).

## **Article 8**

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée des points de prélèvement d'eau sont soumises aux formalités de la publicité foncière, par la publication du présent arrêté à la conservation des hypothèques.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Le maire de la commune de Jaunay-Clan est chargé d'effectuer ces formalités.

## **Article 9**

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine sont soumises à la formalité de la mise à jour des plans locaux d'urbanisme (délai maximal 1 an).

## **Article 10**

Les exploitants, les propriétaires ou les locataires devront, à compter de la notification du présent arrêté, se mettre, le cas échéant, en conformité avec toutes dispositions législatives et réglementaires relevant de la réglementation générale, notamment du règlement sanitaire départemental, du code de la santé publique, du code de l'urbanisme et du code de l'environnement.

# **SECTION III – DISTRIBUTION DES EAUX**

## **Article 11**

Les eaux captées pourront être distribuées en vue de la consommation humaine sous réserve de répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique.

Le procédé de traitement, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux distribuées sont placés sous le contrôle de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

Les eaux devront notamment faire l'objet d'une désinfection avant distribution sur réseau.

Toute modification notable de la filière de traitement devra faire l'objet d'une demande d'autorisation auprès de cette direction ou d'une simple déclaration dans les autres cas.

## SECTION IV – DISPOSITIONS DIVERSES

### Article 12 : information des tiers

Le présent arrêté sera déposé dans les mairies de Jaunay-Clan et de Marigny-Brizay ; un extrait sera affiché en mairie pendant un mois minimum et sera consultable par les tiers.

Un procès-verbal témoignant de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins des maires et retourné à la direction départementale des affaires sanitaires et sociales (service santé-environnement) – avenue de Northampton BP 562 – 86021 Poitiers Cedex.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

L'arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne.

### Article 13 : recours

Cet arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification pour le pétitionnaire, ou dans un délai de 4 ans à compter de la dernière mesure de publication pour les tiers.

### Article 14 : exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, les maires des communes de Jaunay-Clan et de Marigny-Brizay, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental de l'équipement, la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, l'ingénieur des mines, l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Poitiers, le 18 OCT. 2007

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le secrétaire Général



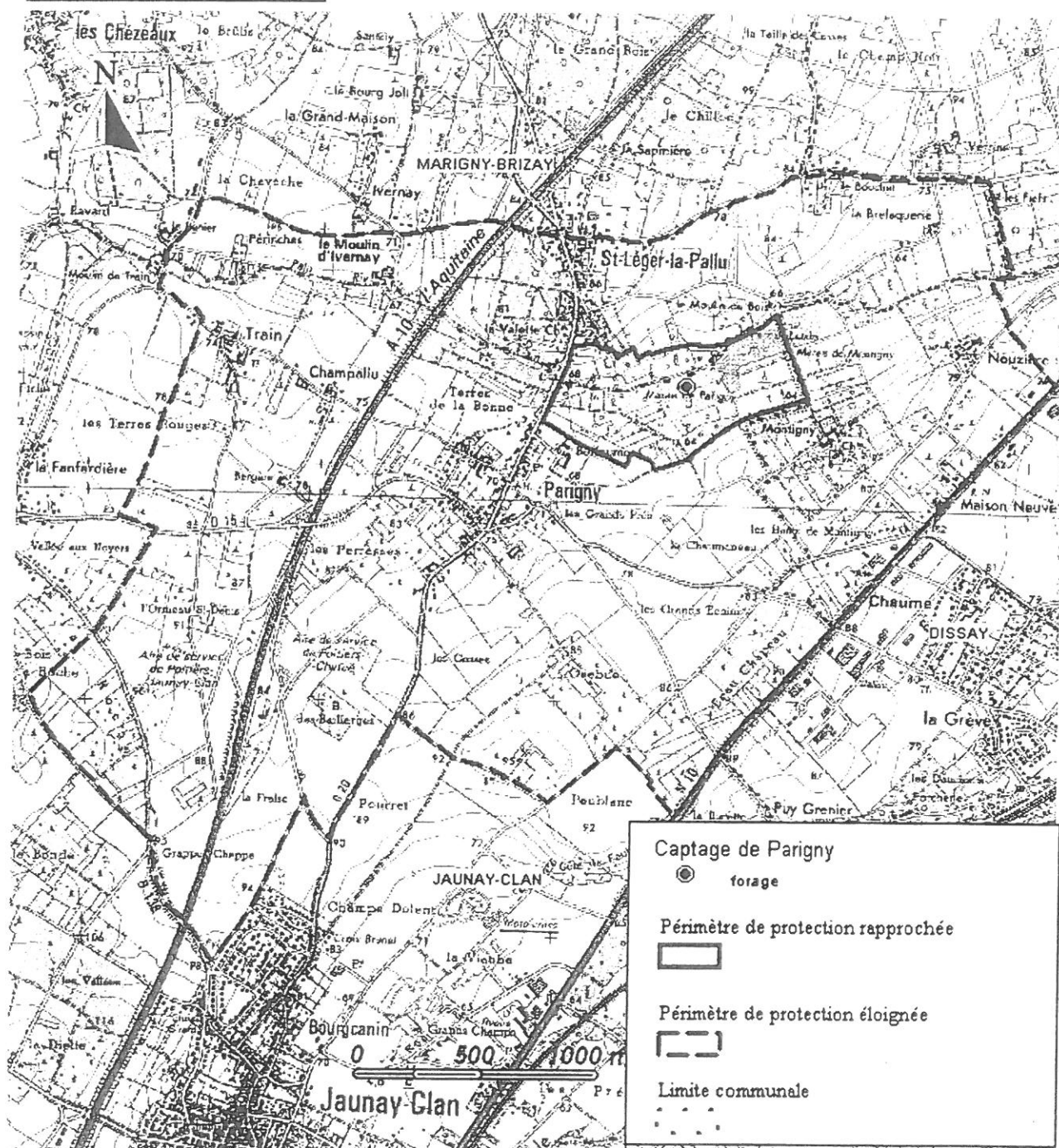
Frédéric BENET-CHAMBELLAN



# Commune de Jaunay-Clan périmètres de protection du captage de Parigny

Maître d'ouvrage : MAIRIE de JAUNAY-CLAN

Gestionnaire : SIVEER



Réalisé par le service Santé-Environnement de la DDASS 86 (dec 99)